

MARSEILLE ALTERNATIVE

TABLE RONDE DU 31 MARS 1990

"MARSEILLE FACE A SON AVENIR ECONOMIQUE"

Le debat est ouvert a 15 h 15 par Christian BRUSCHI qui remercie tout d'abord l'assistance d'etre venue nombreuse et salue la presence des Consuls d'Algerie, d'Allemagne, du Japon.

Tout d'abord, Christian BRUSCHI se felicite que l'actualite - Rapport ESCANDE et vote du budget municipal - attire l'attention sur les relations entre la ville, le port et l'economie et vienne donner au debat une acuite particuliere. Puis il definit le caractere que MARSEILLE-ALTERNATIVE a voulu donner a cette rencontre. Il s'agit de retrouvailles hors des contraintes d'un cadre politique ou academique pre-etabli : il ne s'agit pas bien entendu de degager un projet politique pour Marseille. Au contraire, le debat qui s'engage vise a un effort collectif pour une reflexion commune au-dela des divergences qui jusqu'alors ont bien souvent bloque la reflexion.

Enfin, il definit la regle du jeu : chaque intervenant devra intervenir pendant six a sept minutes, puis, apres une demi-heure, trois quarts d'heure d'echanges entre les animateurs du debat, le dialogue avec la salle pourra s'instaurer.

Christian APOTHELOZ . Selon lui, une bonne approche du sujet doit commencer par mettre l'accent sur le fait fondamental que MARSEILLE ne peut plus se penser economiquement comme ville intra-muros , au contraire c'est le GRAND-MARSEILLE , voire les Bouches-du-Rhone qui constitue l'echelle veritable pour

appréhender les problèmes économiques de MARSEILLE, en effet tout autour de MARSEILLE - qui est en crise - une série de lignes de forces se dégagent qui font apparaître une forte croissance autour de MARSEILLE.

- L'Ouest et le Nord-Ouest : Avec les groupes industriels de SOLMER et SOLLAC à Fos ; l'aéronautique importante malgré le départ de DASSAULT, enfin la petro-chimie dans la zone de Berre où Shell vient d'annoncer 3,5 milliards de francs d'investissements ; à Vitrolles également, croissance d'une zone commerciale importante et importante activité dans l'agro-alimentaire.

- Le Nord-Est et l'Est : Aussi bien à Aix (développement de l'informatique) qu'à Aubagne (zones d'entreprises), la croissance est très forte.

En revanche, au centre de ces deux ensembles, MARSEILLE stagne, voire régresse, malgré, et c'est important de le noter, le maintien de firmes importantes qui restent sur place mais sans qu'il y ait d'investissements nouveaux (à noter qu'en 1985-1986, on avait noté un courant d'investissements dans l'immobilier commercial et de bureau). Cette situation de stagnation, face à un environnement géographique qui décolle est la donnée de base que l'on doit avoir présente à l'esprit si l'on veut comprendre la situation.

Mario FABRE : Il remercie Christian APOTHELOZ d'avoir bien posé le problème : il s'agit d'expliquer la crise du Centre Marseillais par opposition à ses périphéries. Selon Mario FABRE, d'une manière plus générale, le début de la reprise économique au niveau national, pose la question de savoir si oui ou non MARSEILLE pourrait être laissée à l'écart ; et ce, d'autant plus qu'après le temps du constat de crise (années 1985-1988), après le temps des propositions stratégiques (1988-1989, avant les élections municipales), vient enfin le temps des projets et des réalisations et qu'à la lumière de certains projets qui démarrent, on se trouve confronté à des choix fondamentaux qui mettent à l'épreuve les problématiques des décideurs privés et publics :

1 - L'aménagement des Bassins-Est

A la lecture du rapport ESCANDE apparait une fois de plus la question de la vocation du port : si le port bascule a l'ouest, quelle sera l'activite de remplacement de l'emplacement central, de l'ancien site au coeur de la ville : la position centrale du port ancien (bassin Est) ne suffit pas a assurer la perennite de l'activite a cet endroit : en effet, l'histoire de MARSEILLE depuis la periode contemporaine est l'histoire d'une deconnexion progressive entre les activites portuaires et productives. La fragilite de MARSEILLE tient au fait que ce port tend a devenir uniquement un point de passage technique et que dans ces conditions il est en concurrence avec d'autres sites portuaires ayant la meme fonction et qu'il doit donc avoir un surcroit de competitivite par rapport a ses concurrents. MARSEILLE doit imperativement oeuvrer a la reconstitution d'un hinterland a vocation industrielle qui lui assurerait autre chose qu'un trafic captif. Le desengagement portuaire des bassins Est remettrait donc en cause la vocation globale de MARSEILLE : en d'autres termes ce qui se pose c'est la question de l'economie de comptoir : MARSEILLE serait un pole pour gerer les flux, la valeur ajoutee sur les flux de marchandises. Il faut faire tres attention car, cette deconnexion est déjà effectuee en partie et il n'est pas absolument evident qu'elle se fasse au profit de Marseille : par ailleurs, y-a-t-il veritablement adequation entre ce role de comptoir et la typologie de la ville.

2 - Les technopoles :

Avec les operations de Chateau-Gombert ou de l'Arbois, privilege-t-on le developpement d'une fonction metropolitaine a partir de la mise en place de forces productives de type moderne ou nous refait-on le coup de Vitrolles ? Les problematiques de l'Arbois sont-elles vraiment dans la logique technopolitaine ou s'agit-il de mettre en place une zone d'activites supplementaires ? Si c'est de cela qu'il s'agit c'est sans veritable interet.

5 - Le T.G.V.

De quel T.G.V. s'agit-il ? Dans la gestion de la S.N.C.F. sur la zone de Marseille, apparait clairement une volonte de regrouper les activites et de vendre le patrimoine. Or quand le T.G.V. arrivera, va se poser le probleme de la logique de ces choix : a quoi cela sert-il de faire PARIS-MARSEILLE en trois heures si la desserte regionale n est pas assuree !

Bernard GENET . Tout d'abord se situe en tant que syndicaliste : apres le palmares des investissements, il convient lui semble-t-il de faire un bilan humain de la crise et du redemarrage eventuel : les investissements sont essentiellement des investissements de productivite, accompagnes d'importants licenciements (300 a 400 la SOLLAC) : quant 'au tertiaire portuaire, un flux constant de licenciements - "par petits paquets" de 5 a 20 salaries a eu lieu et continue d'avoir lieu, au moins aussi important que chez les dockers. L'emission recente de Christine OCKRENT a servi d'analyseur : il ne suffit pas de depenser des dizaines de millions pour se forger une image sans que soit evoquee la realite vecue par les travailleurs de MARSEILLE et cest peut etre cette realite qui a deplu a ceux qui ont le plus violemment conteste cette emission. En bref, qu'une chose soit bien claire, socialement la crise n est pas finie.

Quant a la comprehension des strategies des uns et des autres, elle n est pas possible que si on a en tete que MARSEILLE est dans un pays developpe mais pas au coeur du capitalisme developpe, de l'imperialisme : MARSEILLE n'est pas un centre de decision et ne l'a jamais ete - a la difference de GENES ou BARCELONE - MARSEILLE est simplement placee au bon endroit (par exemple pendant la periode coloniale) un sas (un lieu d'acheminement).

S'agissant de la question portuaire, toute comparaison par exemple avec LONDRES - a l'occasion des projets de reamenagement des bassins Est - est parfaitement vaine, precisement parce que LONDRES est un centre de decision, si on supprime les bassins Est

dans leur fonction actuelle, rien n'indique qu'une nouvelle vocation londonienne sera assurée : par ailleurs, l'arrière-pays industriel n'est pas du tout le même qu'en ITALIE du Nord ou en CATALOGNE où les centres décisionnels sont sur place ou très proches.

En bref, rien n'assure que ces conditions peuvent changer, il convient donc d'être modeste et de commencer par gérer le plus intelligemment possible la survie de MARSEILLE avec des moyens relativement limités.

Philippe LANGEVIN : Commence par se demander si MARSEILLE existe vraiment, c'est-à-dire si la ville a vraiment une unité et laquelle. En effet, tout est lieu de contradiction, le port et la ville, MARSEILLE et le reste du département... Dans cette ville, l'individualisme des acteurs, des décideurs est la règle : il n'y a pas de communication entre les grands opérateurs privés ou publics. Dans ces conditions, et c'est un véritable défi, il n'est pas impossible qu'on assiste à un retour en force des Jacobins (exemple de la mission DAUGE) : quel rôle assigner, quel rôle voudront se reconnaître les partenaires locaux ?

Bernard MOREL : L'ensemble des questions, peuvent se rassembler autour de sept points, sept idées-force :

1 - MARSEILLE est une agglomération, une métropole n'est pas une agglomération : MARSEILLE est une métropole en constitution, constitution particulièrement problématique.

2 - MARSEILLE est profondément en crise économique à la différence des autres agglomérations de la métropole. La désindustrialisation se poursuit mais a commencé il y a trente ans : c'est un phénomène de longue durée dont les principaux aspects (déqualification) sont présents depuis longtemps.

3 - Il existe dans la métropole des pôles dont la réalité économique est différente. Le futur système métropolitain se met d'ores et déjà en place, s'appuyant sur l'essor économique très réel

de certains poles (la realite economique et la realite sociale ne se confondent pas !). Rien n'est certain quant au rôle de MARSEILLE.

4 - MARSEILLE intra-muros n'existe plus en tant que telle dans la strategie des grandes firmes. Vu de Tokyo et de Los Angeles quand on parle de MARSEILLE, ça comprend aussi bien la ville intra-muros que tout son enrichissement géographique.

5 - L'International : contrairement à ce qui est dit ça et là, l'EUROPE est une "forteresse" au même titre que le JAPON : les firmes étrangères, les grands groupes internationaux sont à conquérir les "franges méditerranéennes" pour pénétrer en EUROPE ; en d'autres termes MARSEILLE n'a pas ex officio une position qui en fasse le vecteur privilégié des rapports avec le Sud.

6 - MARSEILLE n'est pas une métropole internationale, seul PARIS en FRANCE peut prétendre à ce rôle ; en revanche il est possible de créer des axes internationaux ; en fait c'est l'axe LYON-MARSEILLE qui est la seule réalité jouable si les uns et les autres le veulent.

7 - Quant à mettre sur pied un projet politique cohérent pour cette future métropole, cela suppose une véritable politique urbaine de coordination - or les "politiques d'image" qu'on nous présente et qui accentuent la rivalité des villes entre elles sont sans objet, gaspillent de l'argent en pure perte, il s'agit d'une vaste escroquerie.

LARBI TALHA : Il s'agit de situer MARSEILLE dans son véritable environnement qui est l'économie mondiale. En effet, lorsqu'on dit que MARSEILLE est de plus en plus à l'écart de la reprise, il faut préciser qu'il s'agit de la reprise mondiale. Les pays du Sud de l'EUROPE et de la Méditerranée se latéralisent par rapport aux pôles dominants de l'économie mondiale à l'horizon 2010-2020 (référence à l'ouvrage de J. ATTALI "Lignes d'horizon"). Dans ces conditions, il y a une nécessité impérieuse de rassembler les deux rives de la MÉDITERRANÉE : cette coopération entre le Nord et le Sud qui peut et doit se nouer quelque part entre le Sud de la

FRANCE et le MAGHREB. trouve a MARSEILLE son point d'application. Pour cela, il faut reflechir a la maniere de gerer a la fois la migration de main d'oeuvre du Sud vers le Nord qui semble aller vers un blocage definitif et la migration de capital du Nord vers le Sud qui elle doit s'amplifier.

Philippe TOURNY : Son point de vue est celui d'un consultant au contact des chefs d'entreprises et c'est un peu la vision qu'on les chefs d'entreprises industriels qu'il voudrait faire percevoir. Pour eux, en effet, le veritable probleme n'est pas d'acceder a une zone d'activites : a MARSEILLE le probleme n'est pas la. Ce qui leur pose probleme c'est l'environnement culturel dans lequel ils vont vivre eux et leurs cadres et c'est surtout la main-d'oeuvre qualifiee qui n'est pas absolument pas suffisante : il est tres difficile d'obtenir des techniciens superieurs et dans certaines disciplines il y a penurie totale d'encadrement technique de bon niveau.

Christian BRUSCHI : Au terme de ce premier debat, un certain nombre de convergences semblent se dessiner, tout au moins au niveau du constat, des questions a poser :

- Contraste fort entre le departement et la ville : ce qui pose le probleme de la complementarite : jusqu'ou la complementarite peut-elle et doit-elle aller ?

- Quelles sont les capacites de redressement qui existent a l'echelle locale ? Quels rapports doivent se mettre en place avec l'Etat Central avec la Communaute europeenne pour atteindre ce but ?

- MARSEILLE est une ville socialement en crise, une ville pauvre, comment faire pour valoriser sa population ? Dans ce domaine il y a une urgence absolue.

Mario FABRE : Le probleme de la valorisation de la population de la qualification est effectivement le plus important : il faut savoir que (citation de l'ouvrage de DELCOS SANTOS "Les Bouches-du-Rhone. La ressource humaine"), dans la population active de 15 ans et plus,

il y a seulement 4,5 % de diplomes de niveau 1 et 2, 1,2 % de techniciens superieurs, et 6 % de techniciens de niveau BAC. Plus de 50 % de la population active n'a pas de diplome. Il apparait clairement qu'il faudra doubler les techniciens de niveau superieur et doubler les diplomes de niveau bac.

Quant à l'image de MARSEILLE pôle international de type High-Tech, c'est un fantasme : si on va vers ce type de modele, il faudra recomposer une bonne partie de la population marseillaise et dans ce cas, que faire des centaines de milliers de personnes qui ne seront pas adaptees, qui sont d'ores et déjà piegees ? Ce processus est peut etre entame : actuellement et pour la premiere fois en plus de deux siecles d'histoire, les BOUCHES-DU-RHONE sont une terre d'emigration et non plus d'immigration.

Bernard MOREL : Precisement, le probleme de MARSEILLE est qu'on retrouve un trend de croissance mais que ce trend ne fait pas appel a la meme population active que precedemment : ce qui peut faire penser a un processus de type de PITTSBURGH ou plus du quart de la population a emigre avant que la ville ne se repeuple en remplacant ces 30 % par d'autres couches sociales. Peut-on se payer le luxe de remplacer purement et simplement 30 % de pauvres par une autre population ? En fait ce qui apparait de maniere aveuglante c'est que la gestion sociale des vingt ans qui vont venir est dramatiquement lourde : il faut donc que les pouvoirs publics et tout d'abord l'Etat Central investissent suffisamment dans le social.

Bernard GENET : Ces contradictions sociales seront d'autant plus difficiles a gerer que traditionnellement a MARSEILLE les couches dirigeantes sont faibles : elles n'ont pas les moyens d'une hegemonie forte sur la ville. Par ailleurs, le proletariat marseillais est un proletariat instable, peu homogene, sans cesse recompose a partir de couches sociales souvent a la derive : il s'apparente assez etroitement a ce que Louis CHEVALIER appelait les "Classes dangereuses", la frontiere avec le Lumpen proletariat et la delinquance n'est jamais loin : tout cela explique des rapports sociaux violents et relativement imprevisibles, tres difficile a gerer. Un bon exemple de la faiblesse de l'hegemonie de la bourgeoisie

Berre... Cette "économie-fiction", masque la réalité des conflits qui sont très forts et qu'il serait dangereux d'occulter : il suffit d'entendre par exemple parler certains acconiers des dockers pour ne pas se faire d'illusions sur la violence des contradictions sociales.

Jacques BONNABEL : Partage le pessimisme commun à la plupart des interventions dans le domaine qui lui est le plus familier : la politique des collectivités locales ; les principales menaces dans ce domaine, qui prennent des proportions inquiétantes, peuvent se résumer en deux points :

- . La non-collaboration systématique, de principe, des diverses institutions.
- . La gestion de la décentralisation qui, ballottée au gré des diverses élections menace de rendre incohérente toutes les politiques locales.

Un intervenant : L'ère métropolitaine de MARSEILLE semble désormais se faire sans elle : la responsabilité des politiques n'est elle pas grande à cet égard ? Pour ma part, au niveau local, je n'ai pas l'impression que les collectivités territoriales s'emparent des possibilités offertes par l'Etat Central dans l'affaire de contrat de ville perpétuellement en débat entre la ville de MARSEILLE et l'Etat, la responsabilité des politiques est directement en cause.

Christian APOTHELOZ : On peut se demander quelle est la politique des hommes politiques dans les questions d'aménagement : on a mis en place une autoroute des Alpes avant de savoir à quoi elle allait véritablement servir. Il apparaît clairement que la ville de MARSEILLE n'assume pas sa responsabilité vis à vis de l'espace qui lui est proche. C'est en grande partie un problème institutionnel : le développement de MARSEILLE ne sera que le fruit d'une politique volontariste.

Jean-Claude BIBERIAN : On parle beaucoup de qualité en ce moment partout dans le monde, or à MARSEILLE, il n'y a pas de qualité : dans l'éducation, l'aménagement urbain, la culture, etc... Par

locale est son incapacite, son refus de s'approprier, d'investir certains lieux symboliques comme la CANEBIERE.

Philippe LANGEVIN : Une des principales questions qui se posent est l'absence d'une autorite qui soit clairement percue comme devant parler au nom de MARSEILLE. A tel point que pour une tache d'interet general comme la creation d'entreprises, il est difficile de declencher un mecanisme volontariste qui coordonnerait les initiatives eparses ce qui est pourtant urgent.

DIALOGUE AVEC LA SALLE

Brigitte APOTHELOZ, Conseiller en Communication, entreprise de relations publiques.

Un certain nombre de masques, de schemas idealistes et chimeriques empechent une apprehension lucide de la realite et donc retardent toute decision possible :

- Le schema HIGH-TECH : faut-il vraiment creer de toute pieces des activites basees sur la haute technologie, en demarchant de grandes entreprises aux quatre coins du monde alors que ne s'occuperait pas de revitaliser un tissu de PMI/PME qui autour du Port Autonome ont une realite economique indeniable ? L'effet miroir de SOFIA-ANTIPOLIS est un mirage.

- Avant de parler d'une reorganisation spatiale des activites de MARSEILLE dans l'agglomeration ne faut-il pas se soucier de mettre en place une redistribution spatiale des activites en liaison avec les strategies des PMI/PME. Sait-on bien que en fait, alors que MARSEILLE se vide on manque tout simplement d'espaces juridiquement disponibles ?

- Par ailleurs cette "economie-fiction" moderniste, revee et non vecue, agie, outre qu'elle fait l'impasse sur les strategies concretes que l'on pourrait mettre en oeuvre en s'appuyant sur l'existant : le Port dans son extension metropolitaine, l'Etang de

ailleurs, à MARSEILLE il n'y a pas d'attitude capitaliste par opposition à AIX.

Un Intervenant se réclamant de l'économie distributive : Le problème de MARSEILLE est un problème d'enclavement de difficultés de communications, les pouvoirs publics ont un rôle important à jouer. Par ailleurs, le libéralisme frénétique dont certains se réclament n'est certainement pas la solution universelle : il faut impérativement accompagner les mutations technologiques d'une grande politique sociale.

Mr CASIMIR : L'histoire de la ville est cyclique : la difficulté actuelle vient que les acteurs économiques locaux de type ancien n'ont pas été remplacés. Par ailleurs, la ville a toujours eu des rapports difficiles avec l'Etat Central. Enfin, MARSEILLE a toujours été un point d'éclatement, de contact, de redistribution. Ce sont ces trois éléments qui sur de longue durée conditionnerent le destin de la ville.

Philippe TOURNY : Le véritable problème est celui de la compétence des hommes politiques à s'ancrer dans la réalité économique des entreprises car, en fait le dialogue entre les entreprises se passe très bien ; tout simplement, il ne passe pas par les institutions ; par exemple la zone industrielle des Milles est purement une création du privé.

Mario FABRE : Pour revenir sur le rôle et la typologie des décideurs politiques peut être faut-il se poser la question de la nature des coalitions qui gouvernent les collectivités locales. Par exemple à MARSEILLE, la Municipalité VIGOUROUX est une alliance conjoncturelle entre des gens qui ont un capital foncier, des capitalistes qui commencent à pointer leur nez et annoncent qu'ils vont arriver et une base sociale formée de couches moyennes et populaires qui ne perçoivent absolument pas les problèmes de MARSEILLE comme ville capitale comme ville métropolitaine... encore moins que les autres. Ce mélange, cette juxtaposition s'explique par l'histoire politique récente des formations politiques du département qui avaient une fonction de représentation et de

mediation et qui ne sont pas représentées : cela ne permet pas de gérer en les faisant apparaître clairement les contradictions inhérentes à cette situation. En effet, il faut bien attirer des capitaux privés puisque les capitaux publics se rarefient, mais, quant à leur insertion dans une activité privée c'est problématique. Philippe TOURNY parlait tout à l'heure de zones d'activités qui marchent, qui vont marcher, or il y a peu d'espaces disponibles qui ont été effectivement créés pour accueillir des activités et ce particulièrement dans les 14 et 15èmes arrondissements pourtant situés au débouché d'une autoroute nouvelle qui est un formidable appel d'air sur l'extérieur : la politique foncière n'est pas cohérente avec le développement économique. Quant à la fameuse économie HIGH-TECH : faire de toutes pièces un décollage alors qu'il n'y a rien quand on démarre de rien, le recours à la HIGH-TECH est possible et souhaitable.

Enfin le modèle technopolitain du type SOFIA-ANTIPOLIS s'accompagne d'une sorte d'économie de cueillette sur les acteurs de ce modèle, si bien que par exemple les cadres de SOFIA-ANTIPOLIS cherchent actuellement à fuir le plus loin possible du site initial étant donné la cherté de la vie et particulièrement des loyers sur place.

Un Intervenant : Sur la politique urbaine, il y a lieu d'avoir les plus vives inquiétudes : la révision du P.O.S. se fait actuellement d'une manière plus que contestable puisque on peut se demander s'il ne s'agit pas pour la ville de tout vendre, sans plan préalable.

Bernard MOREL : Toute révision du P.O.S. est une bonne chose ; mais si la conséquence de la modification du P.O.S. est de se débarrasser sur le privé, il y a lieu d'intervenir vigoureusement. Par ailleurs les phénomènes fonciers sont des phénomènes difficiles à gérer car la flexibilité qui devient la règle dans la gestion des emplois est une source de ~~vente~~ vente foncière fabuleuse du ~~fait~~ fait de la rotation très rapide des processus de biens immobiliers, par le seul jeu des mécanismes ordinaires de l'achat et de la revente d'appartements. Bien entendu, à cela s'ajoute la spéculation : le tout menace d'empêcher toute maîtrise du foncier.

Mme BRUSCHI . Puisque le chômage est la question majeure, quelle est la politique d'investissements qui permettrait de créer effectivement les emplois ?

Bernard MOREL : Jusqu'aux années 1970, le rapport Projets / Salaires / Investissements était fixe. Actuellement, la durée d'amortissement tend à se raccourcir de plus en plus ; la part des salaires diminue donc du seul fait de la montée des amortissements.

Bernard GENET : Je ne suis pas entièrement d'accord, il y a des solutions.

Yves VANDRAMME : Quelle est la place de la politique dans tout cela, ne faut-il pas la mettre au centre du débat ? S'agissant de la communauté urbaine, que va-t-il se passer ?

Mario FABRE : De toute façon - s'agissant de MARSEILLE et de communes qui l'environnent - la formule de la Communauté urbaine est dépassée, n'est plus adaptée à la situation actuelle et ce en grande partie à cause de l'attitude de MARSEILLE par le passé.

Bernard MOREL : Peut être, mais malgré tout il est tout à fait injuste et de surcroît peu rationnel que MARSEILLE offre à tous les habitants de la majeure partie du département des équipements de haut niveau sans que jamais les autres communes ne participent au financement de ces équipements.

Un Syndicaliste C.G.T. de la NAVALE : Pourquoi alors que MARSEILLE cherche des activités et que la réparation navale marseillaise est opérationnelle, on détruit des capacités productives ? Alors que l'ITALIE ne se plie absolument pas aux directives de BRUXELLES pourquoi faut-il que nous les devancions dans ce domaine, alors que par ailleurs, de toute façon, BRUXELLES distribue des subventions d'une manière qui laisse entièrement de côté MARSEILLE qui est pourtant une zone en difficulté.

Philippe LANGEVIN : Les fonds europeens doivent effectivement aux termes des reglements, tomber essentiellement sur l'Etang de Berre : un certain nombre de quartiers de MARSEILLE repondent aux criteres mais dans l'ensemble les quartiers des grandes villes sont plutot exclus.

Isabelle DE ROQUETTE : S'agissant de l'identite de MARSEILLE et plus particulierement de l'identite culturelle, on peut quelquefois regretter que la vie culturelle - malgre des initiatives tres fortes - donne une impression de flou et nuise a l'image de la ville.

Bernard MOREL : Je m'inscris en faux contre cette affirmation, beaucoup de choses ont ete faites a MARSEILLE depuis quinze ans. Peut-etre tout simplement, beaucoup de ceux qui se plaignent du vide culturel marseillais comparent MARSEILLE avec des villes qui ne sont pas de sa categorie comme BARCELONE. Par ailleurs l'effet d'image de villes comme AIX ou MONTPELLIER est exploite de maniere exageree et quelquefois peu loyale a l'egard de MARSEILLE.

Jean BERAHA : Sur le probleme de la qualification, de la formation dont tout le monde s'accorde a reconnaitre l'importance il y a un veritable probleme grave et qui n'est pas nouveau : il faut savoir en effet que traditionnellement les classes dirigeantes marseillaises faisaient elever leurs enfants hors de MARSEILLE et que l'education n'a pas toujours recu l'attention qu'elle meritait. Actuellement, a l'inverse de nombreuses zones geographiques, MARSEILLE n'a rien recu de l'Etat Central pour renforcer son potentiel educatif. Il y a la une grave erreur qui est due a l'absence de presence politique dans ce domaine de la part des responsables locaux.

Elie SOMOT : Sur la classe politique marseillaise, quelle mediocratie ! Quelle absence de capacite de reflexion ! On paie plus de 30 ans de clientelisme ehonte ! Quant a la presse quotidienne marseillaise, elle fonctionne au clientelisme, au copinage comme la classe politique. Ce qui explique une partie des problemes actuels - en effet, il n'est pas possible que l'absence de tout lieu de debat et

d'information véritable soit sans effet sur la situation politique générale.

Nabila CHORA . On est peut être parfois trop sévère pour la vie culturelle marseillaise : il faut savoir que par exemple dans les quartiers Nord en s'appuyant sur des réseaux associatifs se mettent en place des lieux de rencontre, des galeries, etc... Voilà des faits qu'il serait bon de faire connaître afin de changer l'image de MARSEILLE.

CONCLUSION

Larbi TALHA : Appuie l'intervention de Bernard MOREL sur la véritable importance de MARSEILLE qui ne saurait être éclipsée par AIX ou MONTPELLIER - voudrait insister in fine sur l'importance du centre-ville de MARSEILLE pour le commerce méditerranéen.

Bernard GENET : Il y a deux types de réponses à apporter à ceux qui ont MARSEILLE au cœur ou qui disent l'avoir :

- A ceux qui s'imaginent en faire une nouvelle CALIFORNIE, un ELDORADO mythique et "High-Tech" qu'ils aillent à MONTE-CARLO.

- A ceux, jeunes en quête d'emploi, travailleurs à ceux-là il faudra apporter des réponses plus politiques que la "classe politique" marseillaise.

Philippe TOURNY : Puisque les politiques sont médiocres, soyons un aiguillon dans leur chair, ou plutôt, qu'un "Canard" joue ce rôle en les ridiculisant, en les épinglant systématiquement.

Christian APOTHELOZ : Marseille a tout pour être une bonne ville et son "establishement" nous désespère. Est-ce que MARSEILLE est prête à laisser faire ceux qui viennent du dehors ?

Bernard MOREL L'obstacle N° 1 est la pratique chenteliste qui regit la vie politique du haut en bas et penetre la société : c'est la source de tous nos malheurs. Cette société civile est en train de créer les conditions de la victoire de Jean-Marie LE PEN dans cette ville.

Mario FABRE . Le modèle du libéralisme qui nous est proposé pour l'instant n'est ni souhaitable ni réalisable (exemple du site de la Joliette qui comme le rappelait Bernard GENET n'a pas attiré les investisseurs). Quant à la politique, le problème du FRONT NATIONAL est grave et appelle de vastes analyses, en gros c'est le ~~vote~~ vote d'exclusion de la politique : il ne faut pas oublier cependant qu'on peut ponctuellement se rassembler pour faire de la politique sur des projets précis.

Philippe LANGEVIN . De toute façon, MARSEILLE ne se donne pas à n'importe qui, un seul slogan Marseillais de tous les pays unissez-vous !

Christian BRUSCHI : En remerciant les nombreux participants à cette rencontre nous voudrions rappeler que "MARSEILLE-ALTERNATIVE" cherche à constituer un espace qui soit en quelque sorte constitutif de ce stock intellectuel dont MARSEILLE a besoin et à être un lieu d'échange ou se constituerait une propédeutique à un apprentissage de la démocratie. De ce point de vue, la journée d'aujourd'hui laisse bien augurer du futur.

POUR CONTINUER LE DEBAT.....

Ce débat très riche a soulevé bon nombre de questions déterminantes pour l'avenir économique de Marseille sans qu'on puisse, heureusement, en tirer des recettes, des solutions miracles ou des propositions gadgets.

Le travail de réflexion doit continuer pour que se dessinent les contours de ce qui est envisageable pour Marseille.

MARSEILLE-ALTERNATIVE est un des espaces où ce travail peut être conduit sans arrière-pensée.

À la suite des interventions des participants, un approfondissement de certaines pistes apparaît souhaitable:

1° La relation entre Marseille et sa périphérie

Pour moi dans ces dernières années le développement de la périphérie immédiate de Marseille ne lui a pas profité et a même semblé jouer contre elle?

Etablir un constat ne suffit pas si l'on veut dessiner l'avenir, quelques données mériteraient d'être précisées.

Dans quelles mesure Marseille joue-t-elle aujourd'hui un rôle dans les transferts Ouest-Nord Ouest et Est-Nord Est de sa périphérie? Comment intervient le secteur des services, et plus généralement tout le tertiaire dans ce développement et le tertiaire est-il en voie d'éclatement ou continue-t-il à être principalement concentré à Marseille?

Puis réfléchir à nouveau sur ce qui constitue un centre de décisions: capitale administrative, présence d'investisseurs institutionnels ou privés, place financière..... De là se pencher une nouvelle fois sur ce qu'est un processus de métropolisation qui peut recouvrir des pôles dotés de fonctions différentes formant un tout sans que Marseille soit le seul pôle? L'aire métropolisée est une notion différente de la métropole, voire de l'aire métropolitaine. Les transports et les communications doivent être replacés dans le cadre de cette réflexion, de même que les solutions institutionnelles qui pourraient être proposées en vue d'un développement plus harmonieux entre Marseille et sa périphérie.

2° Marseille, point de transit ou tête de réseau

Si l'on s'accorde à affirmer qu'il est prioritaire d'enrayer le processus de déconnexion du port et de la ville, pour y voir plus clair, encore faut-il affirmer certaines données.

Dans quelle mesure est-il indispensable pour Marseille d'avoir une industrie susceptible de fournir de la valeur ajoutée à certains produits qui transitent par son port? Quant à la position géographique de Marseille, elle ne peut faire l'objet d'une nouvelle évaluation que si on précise ce qu'est la Méditerranée. Est-elle une frange de l'Europe ou constitue-t-elle un marché doté d'une relative autonomie. L'existence d'un marché méditerranéen, à côté d'un marché européen, contribuerait à faire de Marseille la tête de deux réseaux. L'intérêt que Lyon et sa région peuvent porter à Marseille, de même que l'intérêt que l'Etat peut lui porter en dépendent dans une large mesure.

3° Crise sociale et redressement économique

Marseille est segmentée géographiquement, socialement et culturellement. Son manque d'unité est un frein à son développement économique. Redonner à la ville une volonté collective, c'est d'abord penser à son unité.

Le manque de qualification d'une partie importante de la population nuit non seulement au marché du travail local, en définitive peu attractif, mais encore empêche un processus d'unité autour de la qualité de l'objet produit, la formation est donc bien la priorité des priorités.

De plus les lieux appropriés par toute la population et favorisant la prise de conscience d'une identité commune à toute la ville sont à imaginer (aujourd'hui seule l'OM joue ce rôle). La vigilance contre le racisme, le développement des échanges entre communautés contribueront aussi, de façon décisive, à l'unité de Marseille et à son essor économique.

Marseille le 25 Mai 1990

Madame, Monsieur,

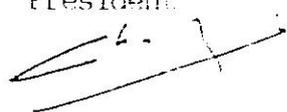
Nous avons apprécié l'intérêt que vous avez porté à notre initiative sur l'avenir économique de Marseille.

Vous trouverez ci-joint un compte-rendu de la table ronde organisée le 31 Mars 1990 à l'Hôtel Arcade.

Si vous le désirez, vous pouvez vous procurer l'intégralité des interventions et du débat pour la somme de 50 francs que vous pouvez d'ores et déjà faire parvenir à l'adresse de MARSEILLE ALTERNATIVE.

Bien cordialement

Le Président


Christian BRUSCHI

P.S. La somme de 50 frs peut être envoyée à l'aide d'un chèque postal ou bancaire à l'ordre de MARSEILLE ALTERNATIVE.